

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1456>



# Elections : le retour vers le futur

- Notre Agenda républicain - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : samedi 31 mars 2018

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

**Lors de l'élection présidentielle de 2007, l'Association pour une Constituante avait publié le texte ci-dessous signé par plusieurs de ses membres. un an après l'élection de 2017 et dans la perspective des prochaines échéances, il est particulièrement utile de le republier et de le relire.**

**Nous sommes tous des non-candidats à l'élection présidentielle de 2007**

**Le suffrage universel est en danger depuis des années.**

**Le plébiscite de 2007 est en passe de l'achever.**

Le 29 mai 2005, en refusant le traité constitutionnel européen, les citoyens français ont dit leur volonté d'une autre politique et refusé d'officialiser la disparition de la souveraineté populaire. Comme seule réponse, la plupart des dirigeants politiques ont décidé de continuer sur la même voie, négligeant ce scrutin, méprisant les citoyens et leur décision.

Depuis des années, d'élection en élection, le refrain est le même. Les électeurs sont invités à avaliser sans débat et sans contestation possible tous les textes poubelles que leur propose la classe dirigeante, à voter sans opposition pour les porte-parole qu'elle leur impose.

Des « spécialistes » expliquent doctement que nous vivons une « crise de la démocratie ». Mais de quelle crise s'agit-il sinon d'une offensive menée contre la volonté collective des citoyens ? En effet, une déconstruction progressive de la démocratie et une délégitimation du suffrage universel se développent au nom de la « contrainte internationale », des « impératifs de la construction européenne » ou de « l'efficacité économique ». En s'attaquant ainsi frontalement à la souveraineté populaire, les classes dirigeantes renouent avec des comportements aristocratiques : des élites autoproclamées se cooptent au pouvoir en refusant de rendre compte des choix de fond qu'elles effectuent, notamment en déniaient toute valeur à quelque opposition sérieuse que ce soit.

Au total, c'est la liberté individuelle et le contrat social, fondements de la République, qui sont remis en cause. Le mépris affiché envers les partisans du « non » au traité constitutionnel européen est le symbole de cette régression tragique des pratiques démocratiques. Et l'élection présidentielle qui s'annonce s'inscrit dans la volonté d'effacer le vote du 29 mai en ne donnant le choix qu'entre plusieurs partisans du oui. Elle est donc plus un plébiscite en faveur de la classe dirigeante qu'un vrai choix politique. Dans ce contexte, une candidature du Non, vouée à la marginalité, ne peut que dévaloriser l'expression populaire.

Nous, citoyens conscients et responsables qui avons voté Non au projet de traité constitutionnel, refusons de cautionner un jeu pipé. Attachés au suffrage universel, nous allons toujours voter. Cette fois nous voterons blanc parce que cette présidentielle est, telle qu'elle se dessine, destructrice du débat politique et du choix démocratique. Seule cette attitude nous paraît cohérente avec le vote du 29 mai 2005.

**Le suffrage universel : un combat**

Le suffrage universel ne s'est jamais présenté comme une évidence. C'est une insurrection populaire qui l'imposa, d'ailleurs seulement pour les hommes, le 10 août 1792, à une Révolution française tâtonnante. Auparavant, la bourgeoisie triomphante avait organisé un suffrage censitaire réservant le droit de vote aux possédants. Par la suite, le suffrage universel a toujours été contesté de façon plus ou moins directe par des fractions de la classe dirigeante. Et ce sont les citoyens qui ont permis son maintien, en votant avec constance pour la République à partir des années 1880.

L'acceptation d'un contrat social et l'équilibre au sein de la société passent par l'expression de tous. Nul individu, nul groupe, ne peut prétendre imposer à tous sa vérité, sa volonté. C'est ainsi que la démocratie n'est pas l'alibi de la domination d'une classe mais la forme politique qui permet le dépassement, par conflits et compromis successifs, de cette domination. Les tensions et la violence sociales d'aujourd'hui sont aussi une conséquence de l'absence de démocratie.

Aujourd'hui, si le principe même du suffrage universel n'est plus officiellement attaqué, les forces qui lui sont hostiles cherchent à le contourner et à en réduire la portée. Mais cette nouvelle offensive contre la liberté et la souveraineté populaire, contre tout ce que les citoyens ont chèrement défendu naguère, reste aujourd'hui sans réponse.

Les attaques idéologiques contre les principes républicains ont eu pour but et souvent pour effet de dévaloriser le combat politique et social en même temps que l'expression du peuple. Les mots qui exprimaient jusqu'alors la volonté des citoyens sont eux-mêmes rejetés, déconsidérés. Parlez de souveraineté, on vous traitera de souverainiste, parlez de volonté populaire, on vous traitera de populiste, parlez de nation, on vous traitera de nationaliste. La démocratie elle-même est suspecte car on l'accuse de créer des tensions entre les citoyens. Le peuple est nié quand il n'est pas méprisé, rejeté. Autrefois, on parlait des banlieues rouges, de la zone, des classes dangereuses ; aujourd'hui on parle des racailles ou des salauds, suivant les origines des uns ou des autres. Dans les discours officiels, il n'y a plus d'intérêts qui seraient ceux de toute la nation, plus de peuple pour les définir. Il n'y a plus que les intérêts particuliers. Et les pouvoirs publics, malheureusement, se contentent de plus en plus d'en être les représentants.

Fait nouveau : ces assauts, menés autrefois essentiellement par des contre-révolutionnaires, sont aujourd'hui aussi conduits par des forces qui se réclament de la gauche. En effet, depuis des années, des philosophes membres de la soi-disant « nouvelle gauche » ont théorisé tous les abandons, ont légitimé tous les reniements. Pour eux, la notion de peuple est relativement indéterminée, l'égalité s'efface au profit de la liberté d'entreprise, l'intérêt général se confond avec le bon fonctionnement du libéralisme. De Pierre Rosanvallon à Michel Rocard, du Plan Juppé au traité constitutionnel européen, ils sont de toutes les régressions.

On installe ainsi l'idée d'un monde sans vie politique, sans débats fondamentaux, sans citoyens actifs. Les affirmations non contestées des experts se substituent aux confrontations politiques. Les émotions calculées et les prêches des responsables publics remplacent la condamnation des inégalités. Les mêmes qui ne veulent « laisser personne sur le bord du chemin » ne soutiennent-ils pas la libéralisation des marchés de capitaux ? Au total, l'invocation des contraintes économiques remplace la construction du contrat social, fondement de la République. Les citoyens sont invités à se soumettre à la mondialisation ou à une construction européenne sur laquelle ils n'ont aucune emprise et qui leur sont présentées comme incontestables.

### **Ne pas participer à l'élection présidentielle de 2007- Imposer la reconnaissance du vote blanc.**

L'élection présidentielle est, de nos jours, organisée de telle manière qu'elle contraint les candidats soit à se couler dans le moule officiel, soit à demeurer marginaux. Faire émerger une nouvelle pensée ne résiste pas au jeu médiatico-institutionnel. Le rêve de nos dirigeants est, de plus en plus expressément, de constituer un système où la démocratie se résume à une compétition entre deux partis aux pensées assez proches, dessaisissant le citoyen de

l'essentiel de sa capacité de choix. Les grands partis, soutenus par les médias, peuvent sans retenue user et abuser de la domination que leur confèrent les institutions. Ainsi 2007 se profile essentiellement comme une compétition entre des candidats tous partisans du oui à un référendum fondamental auquel le peuple français a dit non de la façon la plus nette.

Certes, des candidats honnêtes tenteront, par ailleurs, de porter les couleurs du Non. Mais ils se couleront dans un jeu réducteur dans lequel le clivage du 29 mai n'aura pratiquement pas de place. Ils ne seront alors que des candidats de témoignage ou des forces d'appoint dans les accords électoraux en préparation pour les législatives qui suivront et non des porte-parole crédibles d'une autre politique. Le faible score qu'ils feront comparé au 55% obtenus par le « non » signera leur erreur, tout en affaiblissant la portée du 29-Mai.

Car cette élection présidentielle est un jeu pipé d'avance qu'il ne faut pas cautionner. Il ne s'agit donc pas de trouver un candidat à jeter dans un noeud de vipères, mais de chercher collectivement la meilleure manière de donner un sens politique au Non. Le temps n'est plus aux petits accommodements avec le système dominant, mais à la construction d'une rupture avec lui qui soit cohérente, consistante et responsable.

Le 29 mai 2005 n'a pas vu, en effet, s'exprimer un vote ordinaire. Ce jour là, les électeurs ont montré qu'ils sont prêts à se mobiliser pour répondre à de vrais enjeux politiques. Ils ont affirmé « nous sommes le peuple et nous exprimons notre volonté ». C'est cette volonté et elle seule qu'il faut réaffirmer désormais aussi bien pour la détermination de la politique nationale que pour une construction européenne qui respecte le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

**Une nouvelle fois dans notre histoire, le Tiers-État n'est rien et doit redevenir tout. Le 29 mai a ouvert un espace politique qui redonne force et vigueur au suffrage universel.**

**En votant blanc, le refus de cautionner une élection qui n'est qu'une compétition entre des fractions de la nouvelle aristocratie doit permettre de déboucher sur une nouvelle organisation de la vie politique et, dans un premier temps, sur une Assemblée constituante. Celle-ci doit être réellement représentative du peuple français, c'est-à-dire être composée de représentants élus individuellement avec un débat public le plus large possible. Elle sera chargée de restaurer les principes républicains, démocratiques et laïques, la séparation des pouvoirs, l'égalité des citoyens et de donner corps au progrès social.**

**Face aux conséquences sociales dramatiques des politiques menées depuis des décennies, devant leur caractère destructeur de la société, seule une réappropriation collective de l'idéal démocratique peut permettre de reconstruire la légitimité du pouvoir politique.**

Jean-Pierre ALLIOT, Journaliste, André BELLON, Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, Michel BOUCHAUD, Enseignant, Anne CÉROBÉ, Enseignante, Jérémy MERCIER, Étudiant, Jack PROULT, Militant associatif